

# *Note n°5 - 2012*

## LE FAIT MILICIEN DANS LES KIVUS, RDC

LUCA JOURDAN (UNIVERSITE DE BOLOGNE), MATHIEU BOLOQUY (UPPA) \_\_\_\_\_

Juillet-août 2012

Avec le soutien :



# SOMMAIRE

<b>RESUME.....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1 – UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L’EMERGENCE ET A L’ENTRETIEN DU FAIT MILICIEU DANS LES KIVUS .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1 – Les Kivus : des terres refuges de rébellions devenues un enjeu pendulaire pour le Rwanda, l’Ouganda et le Burundi.....</b>	<b>5</b>
<b>1.2 – Les Kivus, entre agenda politique congolais et implications de la communauté internationale. ....</b>	<b>6</b>
<b>1.3 – La manipulation rwandaise et le sentiment anti-rwandais : une actualité brulante et récurrente. ....</b>	<b>7</b>
<b>1.4 – La prise de conscience congolaise ?.....</b>	<b>8</b>
<b>2 – JEUNES, MILICES ET REPRODUCTION/REPRESENTATION DE LA VIOLENCE AUX KIVUS. 9</b>	<b>9</b>
<b>2.1 – Marginalisation de la jeunesse, enrôlement et habitus opportuniste.....</b>	<b>9</b>
<b>2.2 – Les miliciens entre rituels magiques et discours-représentations. ....</b>	<b>12</b>

## Résumé

- Au Kivu (République Démocratique du Congo, RDC), tant au Nord que dans le Sud, le recours à la violence armée est devenu une stratégie « normale » et systématique de régulation des conflits, de production économique et d'accès au pouvoir. Il s'agit d'une « guerre multidimensionnelle », ce qui signifie que son étiologie ne peut pas être ramenée à une cause unique comme par exemple, l'économie de guerre ou l'ingérence du Rwanda. Elle est le produit d'une combinaison synergique de plusieurs facteurs. Par ailleurs, la récurrence des phénomènes violents, la montée aux extrêmes et la perpétuation du fait milicien sont des constantes dans la région qui annihilent et pénalisent, au-delà des règlements régionaux et internationaux, toute sortie ou gestion pérenne des conflits.
- Pour comprendre ce fait milicien le contexte et les facteurs structurels généraux, politiques et géopolitiques, ainsi que les dynamiques socioculturelles et structurelles sur lesquelles ils reposent, sont ici examinés au regard de l'évolution récente depuis 1993, avec un focus particulier à compter de 2009.
- Le cas des jeunes est particulièrement étudié. En effet et au-delà d'une vision attachée aux images des enfants soldats, l'enrôlement des jeunes est aussi un engagement qu'il convient de prendre en considération.

## **Introduction**

Les deux Kivus, ces régions périphériques extrêmement éloignées de Kinshasa, une capitale excentrée dans un pays continent, souffrent, depuis l'Indépendance, d'une marginalité géographique. Les échecs successifs de tentatives d'intégration des anciens membres de groupes armés des guerres civiles de l'Indépendance, la défaillance de l'État au travers de ses services classiques (administration centrale, administrations provinciales ou communales, éducation nationale, hôpitaux, etc.) sont à la fois le résultat d'une instabilité chronique d'une région frontalière, sur laquelle la guerre froide a joué dès les années 1960, et l'expression d'une régression puis d'une carence de contrôle de la part de l'État central zaïrois, perceptible dès la fin de la décennie 1970. Dans un tel contexte, les terres du Kivu sont devenues des zones de refuge pour des rébellions ou des foyers oppositionnels contestant les États voisins ou des rébellions résiduelles internes opposées à l'État zaïrois. C'est également une terre propice pour l'instauration d'une administration parallèle avec, bien évidemment, des enjeux économiques concernant des trafics frontaliers.

Depuis 1993, sous l'impact des crises « extrêmes » rwandaise et burundaise et des déplacements massifs de population réfugiée, de la régionalisation et de l'instrumentalisation des conflits ethniques, cette zone conflictuelle de basse intensité épisodique, plutôt introvertie, s'est transformée en une zone conflictuelle quasi-permanente et extravertie. Ces tensions sont à l'origine des changements politiques en RDC lors des deux guerres du Congo, dévoilant des tensions entre communautés, déjà présentes avant la crise burundaise d'octobre 1993, des enjeux-intérêts politiques et géopolitiques, toujours plus grands, de la Région des Grands Lacs à une Afrique médiane centrale-est-africaine et des enjeux-appétits économiques toujours plus importants, et de plus en plus connectés au marché mondial. Par ailleurs l'asymétrie entre États stables, voire forts, des rives orientales des lacs Tanganyika, Kivu, Albert et un État faible congolais rend possible toute stratégie de balkanisation des Kivus d'autant que les potentiels, ressources réelles ou prêtées à cet hinterland voisin d'économies émergentes en Afrique de l'Est, font l'objet d'une exploitation exclusive et prédatrice avec des réseaux d'écoulement sécurisés dans les circuits commerciaux de l'Afrique de l'Est.

## **1 – Un environnement favorable à l'émergence et à l'entretien du fait milicien dans les Kivus**

Dans ces conditions d'instabilité chronique, d'insécurité et d'intérêt constants, le contrôle des territoires correspondant aux mines, aux zones d'extraction et de collecte des minerais rares et précieux, et des flux commerciaux par la route ou par les lacs, mais également la « protection » des populations sont devenus un enjeu vital par toutes les milices, parties politico-militaires prenantes du conflit, y compris par l'armée régulière des Forces Armées de la RDC (FARDC) considérée par la population comme un groupe armé à part entière, qui asphyxient les communautés locales ce qui paradoxalement leur permettent d'asseoir une autorité tacitement reconnue par elles.

Ainsi l'espace régional est « cantonnalisé » par des milices, des groupes armés avec à leur tête des « seigneurs de guerre » ce qui se traduit par la multiplication des checkpoints, autant des points de péage que des frontières ethniques tellement nombreux, que le parler populaire a rebaptisée la RDC la « République Des Cordes », du fait que les miliciens prennent l'habitude de tirer une corde d'un côté à l'autre des routes pour arrêter et « taxer » les passants. Enfin les rapports de force et de territoire entre un pouvoir officiel, sécurisé par la communauté internationale dans les principales villes, et la présence dans les campagnes du « patchwork » politico-militaires Maï-Maï, des rebellions les FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) rwandais, la LRA (*Lord's Resistance Army* - Armée de résistance du Seigneur) ougandaise, le FNL (Forces Nationales de Libération) burundais et maintenant du mouvement du 23 mars M23, sont fluctuants ; ils témoignent autant des enjeux que de la difficulté de contrôle de ces régions par aucune des parties en présence.

Cet environnement historique favorable à l'émergence et à l'entretien du fait milicien se prolonge dans l'actualité sous l'effet de facteurs et de dynamiques internes, externes.

### ***1.1 – Les Kivus : des terres refuges de rébellions devenues un enjeu pendulaire pour le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi.***

Avec les conflits civils qui ont agité la région dès octobre 1993, d'abord au Burundi puis au Rwanda, l'Est de la RDC a longtemps servi de bases arrière à différents groupes de combattants, jusqu'à aujourd'hui. Les Kivus après avoir connu une exportation de conflits nationaux voisins, sont devenus des régions refuges d'un côté (rebelles) puis des régions repoussoir de l'autre (des États du Burundi, Ouganda, Rwanda) ; ces derniers contrôlant un peu mieux leurs frontières veulent éloigner au maximum les risques armés. Cette situation auto-entretenu par certains de ces États, à des fins de politique intérieure, offre aussi une magnifique porte d'entrée pour ces derniers et leurs armées nationales avec pour corollaire les retombées économiques, le contrôle des mines et autres gisements de minerais au Nord, de l'exploitation des forêts et d'autres ressources naturelles plus au Sud. En dehors de la récurrence des groupes armés téléguidés par le Rwanda, chacun des États frontaliers de la région ont aujourd'hui un ennemi interne à poursuivre sur les terres congolaises (la LRA pour l'Ouganda, les FDLR pour le Rwanda, les FNL pour le Burundi) au nom d'une politique de défense nationale qui par ailleurs justifie leurs dérives autoritaires. Si ces groupes armés très violents existent effectivement, ils constituent donc une formidable opportunité pour ces pays de pénétrer sur le territoire congolais. Les États peuvent en retirer des bénéfices internationaux, quant à leur image de « faiseur de paix » en relais de la communauté internationale (cas de l'Ouganda voire du Rwanda), ou interne justifiant leur autoritarisme vis-à-vis de leurs oppositions en raison des risques courus par leur pays (cas du Rwanda et dans une certaine mesure du Burundi).

Mais de l'autre côté, malgré les carences de l'État central congolais, un des héritages du mobutisme est qu'un fort sentiment d'appartenance à la nation congolaise existe même au sein de ces populations pourtant si éloignées de Kinshasa, aussi l'État congolais et y compris ses opposants régionaux ne peuvent donc accepter ces tentatives d'ingérence armée, même indirecte, sur le sol national.

## 1.2 – *Les Kivus, entre agenda politique congolais et implications de la communauté internationale.*

Rappelons que Joseph Kabila, héritier du pouvoir à la mort de son père Laurent Désiré Kabila, doit son poste à l'engagement des États rwandais et ougandais dans l'éviction de Mobutu. Quand L-D. Kabila a voulu s'émanciper de ses « parrains », la réaction de ces derniers a été, selon le modèle réussi qui avait amené à la chute de Mobutu, de susciter et d'appuyer des rebellions politico-militaires dans le double but officiel de pacifier leur frontière occidentale et de chasser les anciens miliciens et militaires hutu rwandais en pesant sur l'évolution politique congolaise, mais aussi de récolter les fruits de leur investissement dans l'expulsion du maréchal Mobutu, les retombées économiques d'un marché et d'une prédation dans les Kivus et bien au-delà dans l'intérieur de la RDC. De ce fait, Kabila père et fils ont toujours essayé de vaincre militairement ces rébellions dans l'Est du pays tout en essayant de conforter leur pouvoir politique sur le plan régional.

Ainsi et plus récemment, en 2009, lors de la rébellion du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), Kabila a tenté par tous les moyens de vaincre cette force armée afin d'éviter une négociation qui les intégrerait au sein des FARDC. Cependant sous pression internationale, des négociations ont bien eu lieu avec comme résultats l'intégration de certains CNDP dans l'armée nationale et la mise en place d'une force commune Rwanda/RDC qui a abouti à l'arrestation de Laurent Nkunda. Ce dénouement de ce conflit a, dans le même temps, permis au Rwanda de renforcer son assise économique au Kivu et d'améliorer son image à l'international. Par ailleurs, en interne, cette opération militaire a constitué un levier pour Joseph Kabila pour évincer Vital Kamhere, alors président de l'Assemblée Nationale congolaise et rival montant du président sur la scène politique congolaise : Kabila a donc profité de l'opération Umoja Wetu pour assoir son pouvoir politique régional, de plus en plus contesté (Flora Boubour, 2011). En effet si pour les Kabila, originaires de l'Est de la RDC, ces terres ont longtemps constitué une base électorale, c'est de moins en moins le cas aujourd'hui : la côte de popularité du président congolais est au plus bas comme on a pu le constater lors des dernières élections présidentielles de 2011, quand son leadership est contesté par Etienne Tshisekedi et Vital Kamerhe dans le Nord (38,78% pour Kabila contre 23,05% pour V. Kamerhe et 21, 20% pour E. Tshisekedi) comme dans le Sud (44,74% pour J. Kabila contre 41,67% pour V. Kamerhe qui est originaire de cette province)<sup>1</sup>. On voit donc par cet exemple que des agendas politiques intérieurs interagissent avec les intérêts géopolitiques des États régionaux

L'implication de la communauté internationale n'a pas enrayé cette instabilité, car les intérêts et enjeux diffèrent selon les acteurs. Si certaines puissances africaines comme l'Afrique du Sud s'impliquent dans l'appui au secteur de la défense congolaise, c'est encore une fois dans l'objectif de recevoir quelques dividendes de ces investissements. À un niveau plus large, les États-Unis se sont beaucoup impliqués dans les accords de 2009 et depuis peu, ils essaient de se montrer fermes face au Rwanda<sup>2</sup>. L'Union Européenne est relativement discrète malgré quelques tentatives de médiations plus anciennes. Mais surtout, se pose la question des résultats effectifs de ce qui fut pendant longtemps la

---

<sup>1</sup> Cf. résultats de la CENI in. <http://www.ceni.gouv.cd/resultats.aspx>.

<sup>2</sup> Les États-Unis ont annoncé la suspension de l'aide militaire au Rwanda, annonce plus symbolique qu'handicapante, puisque celle-ci s'élève à 200.000\$ par an et ne concerne pas le Pentagone in « Rébellion du M23 : les États-Unis suspendent leur aide militaire au Rwanda », Radio Okapi, RDC.

mission la plus couteuse des Nations Unies, la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo). La décision panafricaine et régionale de déployer une force neutre d'interposition le long de la frontière rwando-congolaise n'est que l'expression la plus visible du sentiment d'inefficacité des forces onusiennes. Du reste, cette prise de décision en marge du sommet de l'Union Africaine par les onze chefs d'États de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs du déploiement d'une force neutre internationale prouve que la MONUSCO n'est pas considérée comme telle par une partie des belligérants. Cependant, malgré des carences récurrentes de la mission et la complexité de la région qui rend cette dernière particulièrement difficile, l'utilité de la MONUSCO est pourtant bien réelle, elle est une force visible qui garantit tant bien que mal une certaine sécurité, gèle en partie les rapports de force en défendant la ville de Goma, enfin rassure les populations qui ne souhaitent pas le départ des casques bleus.

### **1.3 – *La manipulation rwandaise et le sentiment anti-rwandais : une actualité brûlante et récurrente.***

D'après plusieurs observateurs, le Rwanda use de la tactique de manipulation et de la création de milices dans le but de créer une instabilité depuis de nombreuses années et semble encore une fois en faire la preuve avec le téléguidage du M23 dans la zone de Goma<sup>3</sup>. Encore une fois, les enjeux internes peuvent aussi être une des raisons de cette flambée de violence, puisque d'après certains analystes, le président Kabila aurait en effet projeté de mettre en application le mandat d'arrêt à l'encontre du général Bosco Ntaganda, leader des mutins<sup>4</sup>. Cette poussée de violence commandée par Kigali met enfin en lumière les carences cruelles du secteur de la défense nationale congolaise. Celle-ci ne parvient pas à faire régner l'ordre et est clairement sous-équipée comparativement aux militaires du M23 ; pourtant l'armée régulière congolaise a reçu d'énormes soutiens financiers, logistiques et des formations pour combattre ces différentes factions. Mais le constat est un échec complet. Déjà précédemment, les FARDC n'ont jamais réussi à venir à bout des différents groupes de FDLR malgré des opérations d'envergures successives (Amani Leo I et II, Amani Kamilefu, etc.) qui n'ont eu comme résultats que de repousser les FDLR plus loin remplacés par les FARDC, qui finalement ne représentent pas une garantie sécuritaire pour les communautés locales. Au Sud-Kivu, dans des zones proches du lac Kivu, les FDLR ont été très actifs en début d'année menant des actions de représailles dans des villages (Shabunda, Mwenga, Kalehe et Kabare) accusés d'avoir collaboré avec des Maï-Maï Mutomboki qui s'attaquent à des groupes de hutu rwandais. Cette résurgence d'activité a eu pour conséquence une énième opération de pacification qui s'est une fois de plus soldée par un demi-échec.

---

<sup>3</sup> Cf. « *RD Congo : Le Rwanda doit cesser d'aider un criminel de guerre présumé* », HRW ; « *UN Human Rights chief fears more rapes, killings in Congo* » by M23, UN.

<sup>4</sup> Ces derniers sont des mutins des FARDC issus de la rébellion du CNDP de Laurent Nkunda déjà pilotée à l'époque en sous-main par Kigali, et intégrés dans l'armée régulière en 2009. Bosco Ntaganda, général des FARDC depuis l'intégration du mouvement d'auto-défense banyamulenge, et ses hommes se sont révoltés réclamant des arriérés de soldes militaires. En quelques jours, 200.000 personnes ont fui Goma et sa région. Par la suite, ces hommes ont progressé vers le nord, mettant en déroute un régiment de FARDC, obligé de se réfugier en Ouganda, pas loin de la ville de Rutshuru. On estime qu'à l'heure actuelle, les mutins contrôlent une vaste zone comprenant la zone frontalière avec le Rwanda, le parc de la Virunga, et qu'il dispose d'appuis dans les montagnes du Masisi. Une flambée de violence avec pour revendications officielles, « *le retour des réfugiés congolais qui sont au Rwanda, une bonne démocratie, et les grades militaires qui doivent être confirmés* ». Des revendications qui ont peu de chances d'aboutir : comment faire revenir ces réfugiés estimés au nombre de 47.000 ; qu'est-ce que veut dire une « bonne démocratie » ; comment des mutins peuvent-ils être réintégrés dans l'armée régulière avec une promotion ? RDC : comprendre le groupe armé M23, IRIN, juillet 2012.

Aujourd'hui, près de 20 ans après le génocide rwandais, on assiste à un changement générationnel des FDLR, qui finalement ne souhaitent plus vraiment revenir au Rwanda, mais plutôt disposer de terres afin d'installer les familles qui accompagnent systématiquement les groupes armés. Si on ne peut pas dire que ces derniers sont intégrés dans la société du Kivu, ce ne sont pas eux qui cristallisent le sentiment anti-rwandais très fort dans la population locale qui est au final plus un sentiment anti-tutsi qu'anti-rwandais. Cependant à l'échelle des territoires, la situation varie considérablement et semble évoluer à l'image d'un nouveau front ouvert dans une zone particulièrement instable, la région de Walikale à 150 km de Goma<sup>5</sup>. Cette région particulièrement sujette aux violences récurrentes du nord Kivu depuis 1993 (Walikale, Masisi, etc.) est sous fort contrôle militaire des Maï-Maï, qui eux-mêmes se définissent comme des groupes d'auto-défense en majorité dirigés contre les populations rwandophones. Cet événement est symptomatique du sentiment anti-rwandais très ancré dans les populations congolaises de cette sous-région suite à l'immigration rwandaise, précoloniale et coloniale, une population qui selon des estimations faites au début des années 1990, s'élevait de 30 à 50% de la population totale du Nord Kivu avec des pics estimés à 70% dans le Masisi. Cette forte densité, alliée à une véritable réussite économique de certaines catégories de populations rwandaises a créé de véritables tensions entre peuples « autochtones » et populations « immigrées ». Dès les années 1970, des affrontements violents sont recensés jusqu'au début des années 1990 où l'inévitable compétition électorale a engendré une mobilisation de l'électorat sur base ethnique et des violences à grande échelle, bien avant le flux massif des réfugiés rwandais en juillet 1994. Les événements qui suivirent n'ont fait qu'exacerber cette tension.

#### 1.4 – *La prise de conscience congolaise ?*

Les Kivu seraient-ils des zones perdues à tout jamais sous l'emprise des milices, sans aucune chance de trouver une stabilité ? Il existe peut-être un « contre-exemple ». À la suite d'un processus électoral avorté, les partis d'oppositions burundais ont décidé d'entrer dans une contestation politique frontale avec l'État burundais. Parmi ces partis, plusieurs d'entre eux (UPD, FNL, CNDD) composés d'anciens militaires des rébellions armées, disposent de bases de soutien militaire et logistique dans le Sud-Kivu, situées sur la frontière burundo-congolaise dans les districts de Kilima et Ondes jusqu'à la presqu'île de Baraka en zone Fizi. Par des jeux d'alliances avec des miliciens Maï-Maï Yakutumba, ceux-ci contrôlent une partie des ressources minières présentes et de la circulation sur le lac Tanganyika. Malgré quelques incursions sans grande ampleur sur le territoire burundais, ces groupes non clairement définis ni même revendiqués en tant que tels, ne constituent pas une menace militaire réelle pour Bujumbura.

L'armée burundaise cherche à écraser cette rébellion naissante. Ainsi, une coopération étroite existe entre les militaires burundais et congolais. Mais pour éviter que l'armée burundaise rentre sur le territoire congolais, officiellement pour traquer ces groupes, mais avec, peut-être, la tentation de retrouver des sources de revenus complémentaires pour des officiers qui ont beaucoup « pratiqué » la région, l'armée congolaise refuse par tous les moyens une nouvelle intrusion étrangère. Ainsi, les FARDC se sont montrés très efficaces dans la traque de ces nouveaux rebelles en les repoussant vers la frontière burundaise avec

---

<sup>5</sup> « Walikale: la Monusco évacue 48 personnes victimes d'atrocités de Raïa Mutomboki », in Radio Okapi, juillet 2012, RDC.



seulement quelques éléments des services de renseignements burundais. On peut alors s'interroger finalement sur cette situation inédite dans la région où les FARDC sont capables de coordonner des actions afin d'éviter une nouvelle incursion étrangère. De même, ne peut-on pas y voir un virage dans la volonté de contrôle des frontières par Kinshasa malgré les difficultés énoncées.

Cependant si tous ces facteurs agissent, d'une façon accumulative, pour entretenir une instabilité structurelle, ils n'interviennent pas avec la même intensité selon les régions, le Sud et le Nord Kivu, selon les terroirs et les espaces urbains, selon les espaces frontaliers congolais-burundais, congolais-rwandais, congolais-ougandais. L'action politique et internationale visant à la gestion de ces conflits peut donc agir en tenant compte de ces différences, mais derrière cette complexité, elle se retrouve un même dénominateur commun, l'engagement de la jeunesse.

## **2 – Jeunes, milices et reproduction/représentation de la violence aux Kivus.**

### ***2.1 – Marginalisation de la jeunesse, enrôlement et habitus opportuniste***

Au Kivu, au-delà ou en amont des environnements propices au fait milicien, une forte prédisposition à l'enrôlement des jeunes contribue à la prolifération des milices. Les facteurs qui sous-tendent ce phénomène sont nombreux mais il convient, en préalable de rappeler qu'il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau. Déjà à propos de l'insurrection des Simba, dans les années 1960, Benoît Verhaegen, l'historien de guerres civiles de l'Indépendance, constate que cette rébellion recrutait principalement des jeunes entre douze et vingt ans, une classe d'âge que « l'Indépendance ratée avait particulièrement pénalisée en la privant d'école et d'emploi. Elle n'avait rien à perdre à s'engager dans l'aventure insurrectionnelle ; c'est elle qui fut le fer de lance des contingents Simba ». Rébellions et banditisme social sont donc des produits récurrents d'une société que depuis longtemps rencontre pas mal de difficultés à intégrer les nouvelles générations, les cadets et les cadets sociaux. Au demeurant, il y a des continuités entre les formations armées d'aujourd'hui et celles des années de l'Indépendance : par exemple, au début des années 1990, certains groupes de miliciens Simba, qui ne se sont jamais réintégrés dans la vie civile pendant trente ans, ont donné vie aux milices Bangilima et Kasindiens et à partir de ces deux formations, sont nées successivement les premières milices Maï-Maï, dont certaines sont encore opérationnelles.

En général, la structure très jeune de la population du Nord-Kivu peut représenter un facteur de risque : il y a une forte corrélation entre la guerre et la présence de nombreux jeunes sans emploi et avec un faible niveau d'éducation (et donc prêts à s'enrôler). Cependant, parmi les facteurs structurels, la question de la terre semble jouer un rôle clé<sup>6</sup>. Le régime foncier, de l'époque coloniale à l'État postcolonial, a subi plusieurs transformations qui ont miné la structure sociale du Nord-Kivu. En particulier, en 1973,

---

<sup>6</sup> F. Van Acker, K. Vlassenroot, « Youth and conflict in Kivu: 'Komona clair' », *The Journal of Humanitarian Assistance*, 2000 ( <http://www.jha.ac/greatlakes/b004.htm> ).

Mobutu promulgua la loi Bakajika qui visait à nationaliser le sol et le sous-sol du Congo ; cependant, une fois nationalisée, la terre a été redistribuée selon la logique du patronage qui, paradoxalement, a produit une augmentation sans précédent des inégalités. En outre, le chaos législatif et la corruption des fonctionnaires publics et des chefs locaux (Bami) favorisèrent les acteurs sociaux plus opportunistes - politiciens, hommes d'affaires et membres de l'armée nationale autour du dictateur – qui purent accaparer de grandes propriétés, souvent mise en valeur par de la main d'œuvre rwandaise et par des cadres rwandais au détriment des communautés rurales reléguées à des terres marginales. À partir des années 1980, tous ces changements ont produit des effets intergénérationnels et ont conduit à la naissance d'une nouvelle classe sociale marginale, composée de jeunes sans terre. Comme le marché du travail congolais, dépourvu d'industries, n'était pas en mesure d'absorber la main-d'œuvre excédentaire, de nombreux jeunes essayèrent, alors et avec un certain succès, de trouver un emploi dans la vaste économie informelle : creuseurs d'or, contrebandiers de diamants, petits commerçants de vêtements dans les centres villes, transporteurs, commerce de produits alimentaires etc. l'est du Congo connaît, en comparaison avec le reste du Zaïre, une certaine embellie économique en partie basée sur cette réussite d'une économie informelle.

Mais au moment de l'explosion de la violence, au début des années 1990, une grande partie de ces jeunes se retrouve au chômage ou dans des conditions d'emploi encore plus précaires ou de mobilité restreinte. Il faut encore ajouter l'effondrement total du système scolaire et une désaffection profonde pour la chose publique, puisque le gouvernement était considéré le premier responsable de la dégradation sociale et économique. Bref, les milices, qui commençaient à se former sur des bases ethniques vont avoir à leur disposition une énorme base d'enrôlement. Ces années-là sont une période d'exacerbation de la violence de voisinage qui produit au Nord et au Sud-Kivu une profonde fracture entre les groupes qui se définissent autochtones et les Banyarwandais. Les violences extrêmes dont les premiers massacres de Ntoto (été 1993) au début de la guerre du Magrevi. Par la suite, le génocide rwandais (1994) et les deux guerres congolaises (1996-1998) vont alors frapper une société déjà profondément déstructurée.

Dans ce contexte, l'enrôlement forcé est une voie de survie mais la violence, pour de nombreux jeunes, devient aussi une opportunité plutôt qu'un problème et pour ceux-ci, devenir un combattant est désormais une des rares possibilités de mobilité sociale. Encore aujourd'hui l'enrôlement dans un groupe armé représente une possibilité de mobilité sociale ou de reconnaissance sociale. Toutefois, l'enrôlement est un phénomène complexe dont les causes ne se limitent pas à des facteurs structurels (comme les structures démographiques, le chômage, l'accès à la terre et le régime foncier) ou à une offre, l'effondrement de l'État, l'explosion de la violence à l'échelle régionale et son corolaire, la multiplication des milices.

À la base de la prédisposition à l'enrôlement, il y a aussi un opportunisme généralisé qui peut être conduit à ce que Bougmil Jewsiewicki a défini comme un *habitus mobutiste*. Il s'agit d'une série de dispositions mentales et comportementales, façonnées par les décennies de dictature de Mobutu, qui portent les individus à agir sur la base du gain personnel, de la définition symbolique violente de l'autre et de la peur de devenir à son tour

victime de cette violence<sup>7</sup>. Dans la période mobutiste quasi-générationnelle, l'effondrement des institutions étatiques a été accompagné par une dégradation généralisée du sens civique. Le célèbre article 15 de la Constitution congolaise, « *débrouillez-vous!* », fruit de l'imagination populaire, incarne l'esprit de cette époque. Cet article, en effet, peut être considéré comme une sorte de contrat social implicite entre le dictateur et son peuple : le premier revendique pour soi le droit de voler et de piller l'État, mais il laisse au second la liberté de faire la même chose. Cette débrouillardise, généralisée et exaspérée par l'absence de l'État (dans le langage populaire appelé « système D »), touche toutes les classes sociales et elle est devenue un principe de l'action sociale. En ce sens, la cupidité et l'opportunisme ne sont pas attribuables uniquement aux leaders politiques, mais sont des modalités d'interaction sociale aussi largement répandues parmi les masses<sup>8</sup>.

« *Prend ton Kalachnikov et gagne ta vie!* », c'est la phrase avec laquelle un commandant d'une milice Maï-Maï avait accueilli une jeune recrue du Nord-Kivu. Tant et si bien que dans le contexte rural, la kalachnikov semble parfois remplacer la houe et est devenue un outil de travail. En effet une fois en possession d'une arme, il est possible de piller, de voler, ou de « travailler » aux checkpoints au long des routes. Pour de nombreux jeunes la possibilité de saccager représente une forte incitation à l'enrôlement. Le phénomène du pillage, que l'on retrouve dans tous les contextes de guerre mais qui au Congo semble avoir des caractéristiques paroxystiques, mérite d'être mieux exploré<sup>9</sup>. À cet égard, Achille Mbembe affirme que :

*« Where shortage and scarcity prevail, the appropriation of desired goods may take place through pillage and violent seizure. If not, it can be realized only through shadow interventions in the phantasmatic realm. 92 Fantasies are thus focused on purely imaginary objects. The powers of imagination are stimulated, intensified by the very unavailability of the objects of desire. The practices of plundering, the various forms of mercenary activity, and the differing registers of falsification are based on an economy that mobilizes passions such as greed, envy, jealousy, and the thirst for conquest. Here, the course of life is assimilated to a game of chance, a lottery, in which the existential temporal horizon is colonized by the immediate present and by prosaic short-term calculations. In the popular practices of capturing the flows of global exchange, rituals of extraversion are developed - rituals that consist of miming the major signifiers of global consumerism<sup>10</sup> ».*

Ces attitudes et comportements des jeunes sont à la hauteur du désenchantement de la société congolaise. Les nouvelles générations du Congo ont, derrière elles, une histoire de débris culturels alors qu'au même temps, la désillusion produite par la faillite du développement, toujours attendu mais jamais réalisé, rend difficile de se projeter dans l'avenir. D'une part, la culture et la société traditionnelle ont été détruites pour faire place à la civilisation et au développement, au cœur des discours qui ont légitimé le colonialisme puis ensuite l'action de l'État postcolonial ; d'autre part, le développement et la

---

<sup>7</sup> B. Jewsiewicki, « Les traumatismes des affirmations identitaires, ou la malédiction de ne être rien », *Cahiers d'Études africaines*, 150-152, XXXVIII-2-4, 1998, p. 627-638.

<sup>8</sup> J.-F. Bayart, *The State in Africa: The Politics of the Belly*, New York, Longman, 1993 (ed. or. *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989).

<sup>9</sup> L. Jordan, *Generazione kalashnikov, un antropologo dentro la guerra in Congo*, Bari, Laterza ed, 2010.

<sup>10</sup> A. Mbembe, « African Modes of Self-Writing », *Public Culture*, 1, 14, 2002, p. 239-274.

modernisation n'ont été rien d'autre que des promesses manquées, car la situation politique et économique du Congo, depuis l'Indépendance, n'a pas cessé de se détériorer. Cette involution a rétréci l'horizon temporel des jeunes dans le présent immédiat ; tandis qu'en même temps, l'impossibilité de penser et de planifier l'avenir ne fait qu'exaspérer l'opportunisme dans le présent. Il faut encore ajouter un fort sentiment d'exclusion du bien être global qui génère frustration et colère : tous les jeunes congolais connaissent, via la mondialisation, l'existence des nombreux biens de consommation (voitures, vêtements, téléphones, appareils électroniques, etc.) qui localement ne sont accessibles qu'à une petite élite de *happy few* - hommes d'affaires, politiciens, militaires, expatriés, etc. - qui affichent un style de vie inaccessible. L'enrôlement, et en conséquence la possibilité de saccager et d'accéder à ces biens symboliques et de distinction, contraste le sentiment d'exclusion : bref, au Congo l'enrôlement est aussi une modalité spécifique et violente de participation aux pratiques consuméristes globalisés, une violence qui participe à la succession des violences extrêmes quotidiennes auxquelles les sociétés s'accoutument, d'autant qu'elles restent pour la plupart impunies.

Pour cette raison, le processus de paix, sous l'égide de la communauté internationale et au nom de la politique des « gagnants-gagnants », a encouragé le recours à la violence. La logique de ce processus, en effet, a été la cooptation sans distinction des différents belligérants dans l'armée nationale ou dans le gouvernement et en conséquence, une bonne partie des émeutiers ont été récompensés par des sièges au parlement ou par des postes au sein des FARDC. Pourquoi alors, si la violence fonctionne et favorise l'ascension sociale des politiques, les jeunes devraient-ils y renoncer?

Les jeunes miliciens sont aussi pris au piège de pratiques, rituels et de représentations ou de discours qui les confortent dans leur engagement-enrôlement, des points de vue qu'il convient de prendre en compte pour mieux comprendre ces acteurs locaux.

## **2.2 – *Les miliciens entre rituels magiques et discours-représentations.***

Comme dans la majorité des contextes de guerre africains, les milices recourent à nombreuses pratiques magiques : gri-gri, amulettes, rituels de protection, etc. La plupart des commentateurs occidentaux ont tendance à interpréter ces pratiques et ces croyances comme un symptôme de primitivisme et barbarisme. Bien au contraire, il est important de les évaluer pour mieux comprendre sinon leur pertinence du moins leur fonctionnalité.

Tout d'abord, ces croyances et pratiques varient selon les régions : chez les milices Lendu (Ituri), par exemple, les rituels de possession sont très importants, par contre d'autres milices, à l'exemple des Maï-Maï du Kivu, ont surtout recours à la protection de l'eau magique (Maï) et des *dawa* (médicaments en swahili). Dans la plupart des milices Maï-Maï, les combattants sont aspergés d'eau magique (Maï) censée les rendre invulnérables aux balles ; ils sont également scarifiés, inoculés avec des médicaments protecteurs (*dawa*) et soumis à différents rituels de purification. Il s'agit d'un système de pensée qui s'auto-confirme puisque l'efficacité de l'eau et des *dawa* est liée au respect de nombreuses règles : l'interdiction de voler, l'interdiction de regarder le sang, une multitude de tabous alimentaires et sexuels, etc. Évidemment, si au cours d'une bataille un combattant est blessé ou tué, cet événement funeste est attribué à la violation d'une de règles. Ces pratiques s'inscrivent dans une longue durée. Selon les sources disponibles, l'utilisation de l'eau magique était déjà présente à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle chez les guerriers Azande au

Soudan et plus tard chez les Lugbara, à la frontière entre le Congo et l'Ouganda<sup>11</sup>. Des pratiques similaires, dans des mouvements de nature anticoloniale, se retrouvent en Ouganda au début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>12</sup> mais le cas le plus célèbre est la rébellion des Maji-Maji en Tanzanie en 1905, une insurrection, initialement guidée par Kinjikitile Ngwale, un prophète qui aspergeait ses combattants avec l'eau magique pour les protéger des balles des Allemands<sup>13</sup>. Plus tard, dès l'Indépendance, on retrouve ces pratiques dans l'Est du Congo lors de la rébellion Simba - il est possible que l'eau magique a été introduite dans cette région par les conseillers militaires tanzaniens de Kabila et Soumaliot - et enfin dans le Congo d'aujourd'hui chez les miliciens Maï-Maï.

Il s'agit donc de croyances et pratiques qui enfoncent leurs racines dans l'histoire régionale et qui représentent un bagage symbolique ponctuellement réactivé en temps de guerre pour mobiliser la jeunesse. Si dans chaque société, le contrôle des croyances rituelles et magiques-religieuses est une source de pouvoir, c'est surtout le cas lorsque ce dernier est fragmenté et en contexte de guerre : les croyances magiques et les pratiques agissent alors comme des dispositifs de pouvoir qui servent à façonner, discipliner et manipuler les jeunes pour les encadrer dans les milices, comme des mécanismes alternatifs de pouvoir<sup>14</sup>.

En outre, les croyances magiques religieuses assurent la cohésion interne des milices selon une dynamique similaire que l'on retrouve dans certaines sectes religieuses. Cela ne signifie pas que tous les commandants et miliciens Maï-Maï croient sans réserve à l'efficacité de l'eau ; toutefois, le partage, plus ou moins ferme ou simplement de façade, d'un système particulier de pensée crée un lien très fort entre les combattants, et ce lien sera d'autant plus fort que le niveau de fiction et d'irréalité de ces croyances reste élevé.

L'adhésion des jeunes miliciens est aussi redevable d'une identification idéologique à des représentations locales de la guerre, à des discours politiques.

Les différentes identités ethniques au Kivu sont à la fois des identités meurtrières et massacrées : il s'agit d'une vaste zone grise où il est difficile de distinguer les victimes des bourreaux. Dans ce contexte, il n'y a pas une lecture de l'histoire commune et les différentes communautés ont tendance à s'auto-représenter comme des victimes innocentes d'un complot extérieur, de même les acteurs internationaux (MONUC-MONUSCO, ONG, etc.) sont perçus selon cette logique. Il s'agit de représentations de l'histoire et des événements actuels qui s'auto-confirment : aussi tout acte de violence, interprété en fonction de cette lecture, finit par renforcer la logique même. Ce n'est pas une nouveauté. Il suffit de penser à la guerre de Kanyarwanda (1963-1966), qui a anticipé l'explosion de la violence entre « autochtones » et Banyarwanda dans les années 1990 : selon la lecture de

---

<sup>11</sup> J. Middleton, « The Yakan Cult or Allah Water Cult among the Lugbara », *The Journal of Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland*, 93, 1963, p. 80-108.

<sup>12</sup> H. B. Hansen, « The Colonial Control of Spirit Cults in Uganda », in M. D. Anderson and H. J. Johnson (eds), *Revealing Prophets. Prophecy in Eastern Africa History*, Athens, Ohio University Press, 1995.

<sup>13</sup> G. C. K. Gwassa, « Kinjikitile and the Ideology of Maji Maji », in T. Ranger, I. N. Kimambo (a cura di), *The Historical Study of African Religion*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1976, p. 202-217.

<sup>14</sup> S. Ellis, *Young Soldiers and the Significance of Initiation. Some Notes from Liberia*, Leiden, Afrika-Studiecentrum, 2003.

l'histoire des Banyarwanda la guerre a été un massacre aveugle perpétré par les Hunde<sup>15</sup> alors que selon ces derniers la cause du conflit était la marginalisation de leur communauté qui subissait l'avidité économique et de pouvoir des Banyarwanda<sup>16</sup>. Dans un contexte où chaque communauté défend une vision manichéenne de l'histoire, en présentant soi-même comme victime et l'autre comme bourreau, les différents acteurs politiques peuvent facilement construire et propager les discours pour légitimer leurs actions : certains peuvent se présenter comme défenseurs de la communauté Banyarwanda de la menace du génocide, d'autres peuvent réclamer d'agir en tant que protecteurs de la nation congolaise menacée par la volonté de conquête et d'extermination des rwandais (des Tutsis en particulier). Certes les faits n'existent pas ; il n'y a que des représentations des faits mais tout discours devient possible : le gouvernement rwandais peut se déclarer innocent ou même victime, tandis que les dirigeants congolais peuvent se déclarer nationalistes en profitant au même temps de la situation de guerre.

L'intervention internationale de la MONUC-MONUSCO et la présence d'une myriade d'ONG risquent de renforcer cette lecture de l'histoire. Les divisions au sein de l'ONU (par exemple entre les pays qui soutiennent le gouvernement rwandais et d'autres qui s'y opposent) se reflètent sur le terrain et affaiblissent l'efficacité de la mission. Au même temps, l'action des ONG, qui se prolonge indéfiniment sans toucher les causes structurelles de la guerre, soulève des doutes parmi la population : la population du Kivu accuse souvent les ONG de saccager les ressources du pays, tout comme les groupes rebelles.

Si l'autoreprésentation victimiste et la représentation de l'autre en tant que bourreau ont pris forme dans la période mobutiste, encore aujourd'hui et plus encore elles contribuent à alimenter le cycle de violence. Au même temps, l'inefficacité de l'action des Nations Unies alimente une vision paranoïaque de la réalité. Dans la Région des Grands Lacs, chacun se déclare victime de l'autre : une vision de la réalité qui est aussi une grande opportunité pour continuer la guerre.

---

<sup>15</sup> J. Nzabandora, « La question identitaire au Bwisha (Rutshuru, Nord Kivu) », *Regards Croisés*, 12, Pole Institute, Goma, 2004, p. 93-135.

<sup>16</sup> L. B. Ndasimwa, « Survie identitaire et pression démographique: point de vue d'un Muhunde de Masisi », *Regards Croisés*, 12, Pole Institute, Goma, 2004, p. 136-147.